



Enabling poor rural people
to overcome poverty

TERRAVIVA

La présente publication est un produit du projet “Amplifier les voix des jeunes agriculteurs d’Afrique occidentale et centrale” financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA)



2

De nouvelles variétés de manioc offrent l'autonomie aux femmes

4

Le temps du café

6

Des activités agricoles pour freiner l'émigration clandestine

De nouvelles variétés de manioc offrent l'autonomie aux femmes

By Fulgence Zamblé

ABIDJAN - De nombreuses femmes agricultrices sont devenues autonomes dans le sud et l'est de la Côte d'Ivoire, grâce à la culture de nouvelles variétés de manioc à haut rendement qui leur permettent d'accroître leurs productions et leurs revenus.

Ces variétés dénommées "Bocou 1, Bocou 2 et Bocou 3" sont résistantes aux maladies et aux ravageurs et génèrent un rendement élevé, selon Boni N'zué, point focal d'un Projet manioc lancé en 2008 par le Centre national de recherche agronomique. "Elles peuvent produire par an en moyenne 32 à 34 tonnes à l'hectare, contre cinq tonnes à l'hectare pour le manioc traditionnel", affirme-t-il à IPS.

Sur une parcelle d'un hectare qu'elle a obtenue en 2004, dans le partage d'une terre familiale de dix hectares à Dabou, dans le sud du pays, Henriette Adou, 35 ans, produit du manioc. Mais après avoir produit à peine trois tonnes en 2007-2008, elle avait pratiquement abandonné cette culture en 2008-2009 en raison de ses faibles récoltes pour le manioc traditionnel.

Adou a alors envisagé d'agrandir son champ. "Je n'ai pas hésité à solliciter un nouvel hectare auprès de mes frères, mais un seul était d'accord. Les autres ont refusé, estimant que je ne pouvais pas avoir plus que ce que j'avais reçu pendant le partage", regrette-t-elle.

Avant de partir au champ, Adou dit avoir laissé des consignes pour une maison

dont elle souhaite achever de construction après la vente de la récolte de l'année prochaine. "Je vais à mon rythme avec mes petits moyens car je suis devenue chef de famille", dit-elle avec humour.

Maintenant, elle ne voudrait plus produire pour vendre du manioc brut. Elle a l'ambition de créer une entreprise de production, de transformation et de vente des différents produits dérivés du manioc, notamment l'attiéké (une farine humide) vendue en sachet et très consommée en Côte d'Ivoire et dans la sous-région ouest-africaine. "Dans deux ans, j'espère obtenir cette plus-value", ajoute Adou.

De son côté, Albertine Niamien, 37 ans, y est déjà parvenue en partie. Membre de l'Association des productrices d'attiéké de Dabou (APAD), elle doit également son bonheur aux nouvelles variétés de manioc.

"Cela fait trois ans que j'ai adopté les variétés Bocou 1 et 2. Quand j'ai occupé les trois hectares de la famille, tout le monde m'a accompagnée. Nous avons formé deux équipes de cinq pour que certains se retrouvent à la transformation et d'autres à la vente", explique Niamien à IPS.

"Il y a plus de 1.000 femmes dans le manioc et l'attiéké et il faut qu'elles rejoignent l'association. Elles verront que nous aurons des chiffres d'affaires importants qui permettront de nous rendre toutes autonomes", affirme Lathe.

Abengourou, dans l'est du pays, Florence N'dri, 40 ans et Cécile Adjoua, 41 ans, font partie des 3.000 productrices de nouvelles variétés de manioc, qui fournissent la quasi-totalité de leurs productions à une entreprise étrangère implantée en Côte d'Ivoire.

Les deux femmes ne disposent chacune que d'une parcelle d'un demi-hectare, pour une production avoisinant parfois 20 tonnes. "Cette petite production me rapporte environ 400.000 FCFA (800 dollars), ce n'est pas encore suffisant, mais je parviens à faire de petites économies", déclare N'dri à IPS.

Il y a trois ans, les productrices de la région produisaient au total 25.000 tonnes de manioc. En 2011, elles ont atteint 32.000 tonnes vendues à quelque 768 millions FCFA (1,56 million de dollars). Les trois quarts de la production sont cédés à l'entreprise étrangère, et le reste est vendu sur le marché local.

"La garantie d'avoir un débouché est très motivant. Maintenant, on se bat pour que nos maris et nos parents nous cèdent de grandes parcelles", souligne Adjoua, dont la terre est menacée par son époux qui veut étendre sa plantation d'hévéa.

Après l'igname, le manioc est la deuxième culture vivrière en Côte d'Ivoire, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle estimait en 2006 à deux millions de tonnes par an la consommation nationale de cette denrée alimentaire. **E**

Alors que l'agriculture et les petits fermiers dans plusieurs pays africains forment la base de l'économie, les jeunes détiennent les clés de l'avenir du continent. Et à travers la région, en particulier en Afrique centrale et occidentale, nous trouvons des jeunes agriculteurs en train de jouer un rôle crucial dans la croissance économique du continent. Dans notre couverture, IPS espère soulever les voix de ces jeunes fermiers et présenter leurs solutions novatrices pour accroître la productivité agricole en Afrique, prenant en compte des facteurs comme les changements climatiques, l'investissement agricole, l'accès au crédit, le commerce et les niches de marché.

TERRAVIVA

TerraViva est une publication indépendante de IPS - Inter Press Service. Les opinions exprimées par TerraViva ne reflètent pas nécessairement les points de vue éditoriaux de IPS ou la position officielle de ses sponsors.



Cette édition de TerraViva est financée par le FIDA. Elle a été organisée et coordonnée par IPS Afrique.

IPS - Inter Press Service est une agence de presse internationale qui fournit des articles de fond nouveaux, des analyses et commentaires sur les événements et les processus qui affectent le développement des peuples et des nations, en particulier dans le Sud.

Maison d'édition:
Mario Lubetkin

Rédacteur en chef:
Kudzai Makombe

Éditeurs:
Nalisha Adams

Journalistes:
Brahima Ouédraogo
Fulgence Zamblé
Fred Ojambo
Koffigan E. Adigbli
Souleymane Gano
Monde Kingsley Nfor

Photo en première page:
Monde Kingsley Nfor

Conception et présentation:
Marshall Patsanza

Administration:
Tafadzwa Rafemoyo
Kervin Phiri

Maintenir l'appui aux petits producteurs malgré les bonnes perspectives



La région du Sahel, en Afrique, espère une bonne récolte, grâce aux pluies abondantes. **Credit: Zahira Kharsany/IPS**

By Brahim Ouédraogo

OUAGADOUGOU - Malgré une abondance des pluies qui annonce de bonnes récoltes agricoles pour la campagne 2012-2013, des organisations non gouvernementales (ONG) et de paysans appellent à maintenir l'appui aux petits producteurs en vue d'une éradication de l'insécurité alimentaire au Sahel.

Selon le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), la production céréalière attendue dans la région Sahel et Afrique de l'ouest, pour la campagne agricole 2012-2013, se situerait entre 57 millions et 64 millions de tonnes, ce qui correspondrait à un accroissement de cinq pour cent à 17 pour cent par rapport à la saison dernière.

"Selon certaines études, environ 30 pour cent des productions céréalières sont perdues pendant et après les récoltes du fait des techniques inappropriées de récolte, de battage et de conservation; on comprend donc mieux notre position d'optimisme modéré", affirme Roland Béranger Béréhouldougou, responsable régional des catastrophes et réponses humanitaires de l'ONG Plan International basé à Dakar, au Sénégal.

L'ONG Oxfam basée en Grande-Bretagne et le Réseau des organisations paysannes et de producteurs en Afrique de l'ouest déclarent que c'est la troisième crise alimentaire de grande ampleur qui frappe la région en moins d'une décennie.

Oxfam rappelle que, même pendant une "bonne année" agricole, 20 pour cent de la population souffre de malnutrition et de faim tandis que 230.000 enfants meurent de causes liées à la faim dans les pays du Sahel.

En outre, l'instabilité au Mali risque d'entraîner une baisse de la production de riz dans le nord du pays de 30 pour cent par rapport à une année normale, et la moitié de tout le cheptel pourrait être perdue dans certaines régions, prévient Oxfam.

"Une année sur deux, nous sommes en... crise, donc même si l'année est bonne, 20 pour cent de la population du Sahel connaissent toujours des problèmes d'insécurité alimentaire;

donc il faut soutenir les petits producteurs pour augmenter leur résilience; donc l'accès aux semences, aux intrants devrait être le point focal", explique à IPS, Issiaka Ouandaogo, responsable humanitaire au bureau de Oxfam au Burkina Faso.

Dans certains villages de la région de Tillabéri (ouest du Niger), les paysans se sont endettés auprès des commerçants locaux en vendant par avance leur production de mil à 5.000 ou 7.000 francs CFA (environ 14 dollars) le sac de 100 kilos alors que le prix réel du sac immédiatement après la récolte est de l'ordre de 10.000 à 15.000 FCFA (entre 20 et 30 dollars), selon Béréhouldougou. "Le même sac peut même aller jusqu'à 36.000 FCFA (72 dollars) pendant la période de soudure".

"Au Burkina Faso, il y a des appuis mais qui ne répondent pas à l'attente des producteurs sur le terrain. Car il faut responsabiliser les petits producteurs sur la gestion des semences améliorées et engrais subventionnés", plaide Bassiaka Dao, président de la Confédération paysanne du Faso.

Selon Dao, 80 pour cent des petits producteurs n'ont pas accès à ces appuis distribués par des structures étatiques. Ce sont des engrais et semences annoncés chaque fois en début de saison pour les producteurs, mais qui ne reçoivent rien ou une très petite quantité (un ou deux sacs) d'engrais pour toute la campagne, affirme Dao à IPS.

Dans l'ouest du Burkina, Oxfam a aidé, sous forme de petits prêts, les paysans à accéder à des quantités d'engrais et de semences améliorées à travers un fonds de roulement qui a commencé en 2010 avec 10 millions FCFA (20.000 dollars).

"Ces personnes arrivent à produire 2.000 tonnes de céréales aujourd'hui. Certains ont pu s'acheter des animaux et sortir de la pauvreté", souligne Dao qui préconise un système de crédit adapté aux revenus des petits producteurs.

"Aucune des banques classiques ou des institutions de micro-finance ne correspond à nos conditions de crédit..." que Dao considère plus souples pour les petits producteurs. **E**

Le temps du café



Du café en séchage au bord d'une route à Busoga, dans l'est de l'Ouganda. **Credit: Will Boase/IPS**

By Fred Ojambo

KAMPALA - L'Ouganda, le plus grand exportateur du café en Afrique, fait une course contre la montre pour accroître sa production de cette culture de 60.000 tonnes, soit un million de sacs de 60 kilogrammes, au cours des trois prochaines années.

Mais certains acteurs de l'industrie estiment que cet exploit est irréalisable.

L'objectif de cette nation d'Afrique de l'est est d'augmenter la production annuelle de 3,5 à 4,5 millions de sacs de 60 kg, et elle envisage de le faire à travers un programme gouvernemental de replantation en cours.

Francis Chesang, le directeur de la production à l'Autorité ougandaise du développement du café (UCDA), dirigée par l'Etat, a déclaré à IPS qu'il était convaincu que ce pays enclavé atteindrait bientôt son objectif.

"Notre programme de replantation produit des résultats et nous devrions pouvoir augmenter la production annuelle en 2015 parce que d'autres nouveaux arbres à croissance rapide et à rendement élevé entrent dans la production".

L'Ouganda, le deuxième plus grand producteur de cette culture sur le continent après l'Ethiopie, a lancé son programme de replantation de café en 1994, un an après que le pays a détecté la maladie du flétrissement du café qui a dévasté la moitié de son stock d'arbres Robusta.

Ce programme vise à "remplacer progressivement les anciens caféiers malades par de nouvelles variétés de café génétiquement pures et à haut rendement au taux de cinq pour cent par an pour le Robusta et deux pour cent par an pour l'Arabica".

Actuellement, l'Ouganda dispose d'un stock combiné de 300 millions d'arbres Robusta et Arabica, selon l'UCDA.

Au moins 140 millions d'arbres, principalement le Robusta, ont été plantés au cours des 18 dernières années, dans le but de planter au total 200 millions d'arbres d'ici à 2015, a indiqué Chesang. Cette replantation vise à "optimiser les recettes en devises dans le pays et les paiements aux agriculteurs", a-t-il expliqué.

Cette culture représente 20 à 30 pour cent des recettes annuelles à l'exportation du pays, avec l'Ouganda gagnant 448,9 millions de dollars à partir de l'exportation de 3,15 millions de sacs de café du 1er octobre 2010 jusqu'à septembre 2011, selon l'UCDA.

Le pays était le 9ème plus grand exportateur mondial de cette culture au cours de cette période, devant l'Ethiopie, qui occupait la 10ème place, selon l'Organisation internationale du café.

Selon David Muwonge, le directeur exécutif adjoint de l'Union nationale des agro-industries et des entreprises agricoles de café, l'Ouganda est peu susceptible d'atteindre son objectif d'augmentation de la production de café puisque les rendements restent inférieurs au potentiel parce que le pays n'a pas encore remplacé tous les cafiers détruits par la maladie du flétrissement en 1993.

"Je pense que ce sera vraiment difficile d'atteindre cet objectif parce que nous n'avons pas encore planté 60 millions d'arbres", a-t-il déclaré. "L'objectif est réalisable, mais seulement lorsque tous les nouveaux arbres sont en production".

Muwonge a ajouté que le nombre insuffisant d'arbres, des arbres vieillissants, les mauvaises méthodes agricoles ainsi que les effets des changements climatiques signifiaient que c'était irréaliste d'accroître la production de café d'un million de sacs de 60 kg au cours des trois prochaines années.

Le café est cultivé ici par au moins un demi-million de petits fermiers, dont 90 pour cent possèdent des champs allant de 0,5 à 2,5 hectares, selon l'UCDA. Ce secteur emploie 3,5 millions de personnes.

"Le café continue de jouer un rôle central dans l'économie ougandaise, contribuant énormément aux recettes d'exportation à hauteur de 449 millions de dollars en 2010-2011 et fournissant un moyen de subsistance à environ 1,32 million des 3,95 millions de ménages agricoles", a indiqué l'UCDA sur son site Internet.

Cette culture reste un produit d'exportation clé pour l'Ouganda en dépit du fait qu'elle tombe d'un taux de 60 pour cent des recettes d'exportation à celui de 20 à 30 pour cent actuellement, a indiqué Muwonge.

L'Ouganda a réduit une forte dépendance du café pour ses recettes en devises fortes en promouvant des produits d'exportation non traditionnels, notamment le poisson, les produits horticoles, le maïs, le cacao, des cuirs et des peaux.

Le président ougandais, Yoweri Museveni, a souligné l'importance de cette culture à la fin de septembre en déclarant que toute personne surprise en train de contaminer la qualité du café devrait être arrêtée et poursuivie. Dans le passé, certains agriculteurs ont été accusés de récolter des fèves immatures, tandis que les marchands étaient accusés de mélanger le café de qualité inférieure avec des marques de qualité supérieure et de le vendre comme de qualité supérieure.

"L'envie de cueillir le café immature est motivée par la pauvreté, puisque parfois, des besoins pressants peuvent survenir avant la maturité totale de votre culture", a expliqué à IPS, Sunday Mugaga, un producteur de café dans le district de Kayunga, dans la région centrale de l'Ouganda. **E**

Le projet 'Villages du millénaire' aide les producteurs ruraux



Des éco-villages travaillent vers l'autosuffisance pour les petits agriculteurs. **Credit: Will Boase/IPS**

By Koffigan E. Adigbli

POTOU - Le village de Potou, dans la communauté rurale de Léona, dans le nord du Sénégal, bénéficie depuis 2008 d'un projet multisectoriel dénommé 'Villages du millénaire' et considéré comme un moyen de lutter contre la pauvreté.

Le projet qui porte sur la réduction de moitié de la pauvreté extrême et la faim par la fourniture de semences à haut rendement, d'engrais et l'accès à l'eau potable, a été lancé au Sénégal deux ans auparavant, pour aider au développement des communautés rurales dans ce pays d'Afrique de l'ouest.

«Les populations de notre communauté rurale ont accès à l'eau potable, à l'énergie solaire qui non seulement nous éclaire, mais participe aussi à l'arrosage d'environ 800 hectares d'oignons sur un millier d'hectares plantés dans la région», déclare Serigne Abdou Boye, vice-président de l'Association nationale des horticulteurs du Sénégal.

Il a ajouté qu'ils avaient obtenu une production de plus de 60.000 tonnes d'oignons au cours de la saison agricole 2010-2011 sur environ 900 hectares, bien meilleure qu'en 2009-2010 où ils avaient produit plus de 45.000 tonnes.

Ce village côtier d'environ 3.000 habitants sur les quelque 31.000 que compte la communauté rurale de Léona, selon le dernier recensement électoral, accroît sa production d'oignons, grâce au projet 'Villages du millénaire'. Une visite en septembre a permis à IPS de constater que Potou est un village électrifié grâce aux panneaux photovoltaïques.

Des dizaines d'ouvriers agricoles saisonniers, venus des pays voisins du Sénégal, travaillent dans les champs d'oignons où ils gagnent un peu d'argent avant de retourner chez eux à la fin de la saison.

Ahmadou Konté, un ouvrier originaire de la Guinée, explique à IPS qu'il est venu travailler dans cette communauté depuis 2008 et qu'il peut gagner 180.000 FCFA (environ 360 dollars) au cours d'une

saison agricole qui dure huit mois (avril-novembre). Il retourne en Guinée après chaque campagne.

El Hadj Mamadou Bâ, président de la communauté rurale de Léona, rencontré à Potou, affirme que le projet a favorisé particulièrement le développement de la production d'oignons dans le village, attirant ainsi beaucoup de producteurs vers la région.

«La saison dernière (2010-2011), j'avais obtenu une production de moins de 20 tonnes sur une superficie d'un hectare. J'ai cette année à peine deux hectares d'oignons irrigués, et je pense atteindre une production record de 80 tonnes avec l'appui du projet qui a mis à notre disposition plus de 2.000 pots de semences d'oignons», indique-t-il à IPS.

Fatoumata Dia Sy, directrice régionale de l'Agence nationale du conseil rural de Louga (nord du pays), explique à IPS que la commercialisation de l'oignon connaît des problèmes et des divergences dans la fixation des prix.

Mais, elle ajoute que "le prix de vente du kilogramme d'oignon a été fixé par un accord entre le gouvernement et les producteurs". Selon cet accord, les producteurs vendent le kilo à 120 FCFA (environ 24 cents US) aux intermédiaires qui le cèdent à 165 FCFA (33 cents) aux commerçants détaillants qui, à leur tour, le revendent au marché à 250 FCFA (50 cents) aux consommateurs.

Mamadou Bâ affirme également que les coopératives de leur communauté rurale ont pu offrir des emplois à 102 jeunes gens de la région, refoulés d'Espagne en 2005 à la suite d'une tentative d'émigration clandestine.

«C'est vrai que les responsables du projet nous offrent les semences et l'engrais, mais le prix est un peu élevé et nous souhaitons que l'Etat apporte aussi son appui. Le pot de semences de 500 grammes coûte 21.000 francs CFA (42 dollars), et le sac d'engrais de 50 kilos 12.000 FCFA (24 dollars). C'est cher pour nous», explique à IPS, Yoro Ba, un producteur d'oignons à Potou.

Suite à la Page 6

Le projet 'Villages du millénaire' aide les producteurs ruraux

Suite à la Page 5

Un autre producteur, Moussa Sow, dénonce la levée, par l'Etat, du gel des importations d'oignons. «L'autorisation des importations d'oignons est une situation difficile. Cette mesure risque de tuer la production dans cette zone, où elle est estimée à plus de 80.000 tonnes par an», déclare-t-il à IPS, craignant une mévente de la production locale.

Le gouvernement avait gelé les importations de février à la fin août, mais Mamadou Bâ lui demande une extension du gel sur trois ans.

La communauté rurale de Léona, grâce au système d'adduction

d'eau installé par le projet, dispose maintenant de cette ressource pour entretenir les semences, indiquait Bourri Sanhouidi, le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement à Dakar, au cours d'une visite à la mi-juillet. Il a invité les agences de l'ONU à soutenir le projet.

Le Premier ministre sénégalais Abdoul Mbaye, qui a également visité le projet en juillet, a salué ce «modèle appliqué de développement», soulignant la nécessité pour le gouvernement d'œuvrer à sa pérennisation et à son extension dans d'autres communautés rurales du pays. C'est un «projet intégré et multisectoriel», a-t-il ajouté. **E**

Des activités agricoles pour freiner l'émigration clandestine

By Souleymane Gano

DAKAR - Le Collectif des femmes contre l'émigration clandestine (COFLEC) de Thiaroye-sur-mer, dans la banlieue de Dakar, au Sénégal, se retrouve, cinq ans après sa création en 2007, avec un chiffre d'affaires annuel de 35 millions francs CFA (environ 70.000 dollars) grâce à plusieurs activités.

L'objectif du COFLEC est de combattre l'émigration clandestine, notamment à Thiaroye-sur-mer, une localité de pêcheurs fortement touchée par le drame. L'émigration clandestine vers l'Espagne avait fait au Sénégal en 2006 des centaines de morts, plusieurs détenus et de nombreux rapatriés.

"Eu égard à tout cela, j'ai décidé, après les cérémonies funéraires, d'organiser les femmes qui ont perdu leur mari ou leurs fils ou frère lors de cette traversée, et de créer une association de lutte contre ce fléau", déclare Yayi Bayam Diouf, présidente du COFLEC.

Depuis lors, son collectif, avec ses 375 membres, s'est illustré dans des activités génératrices de revenus et des campagnes de sensibilisation pour dissuader les éventuels candidats à l'émigration.

L'association s'est ainsi lancée dans la transformation de fruits de mer en poisson fumé, séché, poisson braisé, crevette séchée, et vend trois tonnes de produits par an, pour environ 10 millions FCFA (20.000 dollars), indique Diouf à IPS.

Le collectif transforme également des fruits et légumes en jus, avec une

production de huit tonnes par saison: le Ditakh, les mangues, les mades, le citron, les oranges, le bissap (l'oseille), et le gingembre. Cette production leur rapporte quelque quatre millions FCFA (8.000 dollars), ajoute-t-elle.

Le COFLEC produit aussi du savon à base de produits locaux (huile de palmiste, huile de palme, soude acoustique, beurre de karité, et huile de nime) pour un total de trois tonnes la saison, vendues à huit millions FCFA (16.000 dollars).

Les céréales locales (mil, maïs, niébé), transformées en couscous et brisure de mil pour une production annuelle de cinq tonnes, leur rapportent deux millions FCFA (4.000 dollars).

Tous ces produits, affirme la présidente du COFLEC, estimés au total à environ 30 tonnes par saison, sont vendus sur le marché local, mais aussi au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en France, en Espagne, en Italie et aux Etats-Unis, notamment lors des foires.

"Nous avons réuni ce montant grâce à nos propres cotisations et à un financement d'une fondation française 'BENETOU'. La coopération espagnole nous a aussi appuyées sous forme de crédit", souligne la présidente du COFLEC.

Abiboulaye Diouf, le chargé des projets et programmes de la Fondation 'Habitafrica' (un des partenaires financiers du COFLEC), basée à Dakar, a rappelé la

collaboration entre les deux organisations, qui a commencé au lendemain des funérailles des victimes de l'émigration clandestine.

Doudou Ndoye est pêcheur habitant Thiaroye-sur-mer. Il était passeur lors de la vague d'émigration clandestine, avant de se reconvertir dans la lutte contre ce fléau, grâce au COFLEC. Il se souvient aujourd'hui avec amertume de la perte des dizaines de jeunes compatriotes qui rêvaient d'un avenir plus radieux en Europe.

"C'est Ibrahima Sarr, un ami pêcheur qui m'avait introduit dans ce travail de passeur qui consistait à recruter des candidats pour des piroguiers qui assuraient la navette entre les îles Canaries (Espagne) et les côtes mauritaniennes", affirme Ndoye à IPS. "Nos clients déboursaient entre 200.000 et 300.000 FCFA (entre 400 et 600 dollars) par personne, à raison de 96 passagers par pirogue", indique-t-il.

"Personnellement, j'ai sept cousins portés disparus en haute mer. Ils n'ont plus fait signe de vie. Dans mon seul quartier, sept autres jeunes ont péri en mer, deux rapatriés après avoir été capturés par les gardes-côtes marocains", raconte Ndoye, la voix cassée par l'émotion.

Ndoye rappelle aussi la mémoire de son ami et ancien complice Sarr, disparu en mer, alors qu'il embarquait à son tour dans une pirogue dans l'espoir de trouver l'Eldorado en Europe. **E**